

## La crise ukrainienne dans une perspective étasunienne et la problématique de l'empire Dr. Gabriel Galice\*

La vérité occidentale martelée veut que le Président de la Fédération de Russie, Vladimir Poutine, entende reconstituer à la fois l'empire russe et l'Union soviétique.

Le Président des Etats-Unis d'Amérique, Barack Obama vint à Bruxelles proposer aux Européens de remplacer du gaz russe par du gaz étasunien, à l'heure où se prépare la grande affaire du Partenariat Transatlantique sur le Commerce et l'Investissement entre l'Union Européenne et les Etats-Unis d'Amérique.

### 1. De l'Ukraine vue par les Etats-Unis

Tout cela n'est ni soudain ni inattendu pour qui prend la peine de relire les meilleurs stratèges des Etats-Unis. Dès 1997, Zbigniew Brzezinski explique dans son maître-livre : « Le grand échiquier – l'Amérique et le reste du monde<sup>1</sup> » (actualisé par « Le vrai choix » en 2004) pourquoi et comment contrôler l'Eurasie. « L'Eurasie reste l'échiquier sur lequel se déroule la lutte pour la primauté mondiale ». Né Polonais, successivement conseiller des présidents Carter et Obama, Brzezinski annonce que « Le but de ce livre est de formuler une politique géostratégique cohérente pour l'Amérique sur le continent eurasiatique ». Hypothèses et raisonnements sont d'une grande rigueur intellectuelle. L'Eurasie est centrale, l'Amérique doit y être présente pour dominer la planète, l'Europe est la tête de pont de la démocratie en Eurasie, l'OTAN et l'Union européenne doivent de conserve étendre leur influence en Eurasie, les Etats-Unis doivent jouer simultanément l'Allemagne et la France (carte des zones d'influences respectives de ces deux pays à l'appui), alliés fidèles mais, de façon différente, remuantes et capricieuses. Cela sera laborieux : « Quoique l'avenir nous réserve, on peut raisonnablement conclure que la primauté américaine sur le continent eurasiatique sera soumise à de fortes turbulences et même confrontée à des épisodes de violence. » (p.85) L'auteur repère cinq « acteurs géostratégiques » : la France, l'Allemagne, la Russie, la Chine et l'Inde et cinq « pivots géopolitiques » : l'Ukraine, l'Azerbaïdjan, la Corée, la Turquie et l'Iran. Russie et Chine sont les deux limites à l'expansion projetée. « Exclure la Russie (de l'UE ou de l'OTAN) pourrait être lourde de conséquences – cela validerait les plus sombres prédictions russes -, mais la dilution de l'Union européenne ou de l'OTAN aurait des effets fortement déstabilisateurs. » « Le dilemme se résume à un choix entre équilibre tactique et dessein stratégique ». Le « pivot géopolitique » ukrainien fait l'objet de longs développements : « Dès 1994, Washington accorde la priorité aux relations américano-ukrainiennes (p.140) (...) Au cours de la période 2005-2010, l'Ukraine pourrait à son tour être en situation d'entamer des négociations en vue de rejoindre l'UE et l'OTAN ». Brzezinski suggère d'étendre à l'Ukraine le « triangle de Weimer » constitué en 1991 par la France, l'Allemagne et la Pologne pour en faire « la colonne vertébrale de la sécurité européenne. » « Une question essentielle se pose : ce scénario se déroulera-t-il dans un environnement apaisé ou dans un contexte de tension avec la Russie. » Nous avons la réponse. Mais le défi lancé aux Russes s'encombre peu de subtilités : « Pour que le choix de l'Europe - et en conséquence de l'Amérique - se révèle fructueux, la Russie doit satisfaire à deux exigences : tout d'abord rompre sans ambiguïté avec son passé impérial ; ensuite, cesser ses tergiversations à propos de l'élargissement des liens politiques et militaires entre l'Europe et l'Amérique. » Bref, un désarmement unilatéral.

---

<sup>1</sup> Zbigniew Brzezinski, *Le grand échiquier, l'Amérique et le reste du monde*, Hachette Littératures – Pluriel, 2002.

Brzezinski distingue l'Europe géographique vassalisée (« Surtout l'Europe est la tête de pont géostratégique fondamentale de l'Amérique (...) Pour le dire sans détour, l'Europe de l'Ouest reste dans une large mesure un protectorat américain et ses Etats rappellent ce qu'étaient jadis les vassaux et les tributaires des anciens empires » p.88) de l'Europe géopolitique : (« Par Europe, nous entendons l'ensemble géopolitique uni par le lien transatlantique et engagé dans l'élargissement de l'Union européenne et de l'OTAN, tel qu'il prend tournure.<sup>2</sup>» p.156)

Benjamin Barber, ancien conseiller du président Clinton, complète utilement la vision étasunienne, dans une version plus modérée. Adversaire résolu du président George W. Bush et des néo-conservateurs, il oppose, dans son ouvrage « L'empire de la peur<sup>3</sup> », les « aigles », schématiques et brutaux, aux « chouettes », subtiles dans leur chasse entre chien et loup. Reste que les chouettes sont aussi des prédateurs. A la « guerre préventive », Barber préfère la « démocratie préventive », sans s'illusionner sur la « démocratie de marché » chère à certains démocrates : « Le désir de favoriser l'expansion de la démocratie forme une composante déterminante de la démocratie préventive comprise comme politique nationale de sécurité mais on confond souvent ce soutien avec le désir tout aussi intense d'exporter le capitalisme et de cultiver les marchés mondiaux. (...) Dans le secteur international, l'âge des robber barons (barons voleurs) – appelons-le les banques prédatrices ou les spéculateurs hors-la-loi – est de retour. »

Se démarquant de l'empire, évoquant le contrat social de Jean-Jacques Rousseau, Barber tient l'Etat-nation pour garant de stabilité : « A longue échéance, les Etats-nations restent l'expression la plus puissante de la communauté humaine et les meilleurs garants de stabilité (bien que pas toujours de démocratie). De plus, parce qu'ils se fondent sur la logique d'interdépendance (la logique du contrat social), ils disposent au moins sur le papier des moyens nécessaires pour parvenir à des formes mondiales de gouvernance démocratique. Dans la mesure où ils ne le font pas – ne s'étant pas engagés à construire des formes supranationales de gouvernance et des formes internationales de législation et de coopération –, l'anarchie naturelle qui caractérise les relations entre les nations risque fort de devenir toujours plus destructrice » (p.96)

La teneur de l'accord d'association entre l'Ukraine et l'UE illustre largement la volonté valoriser les richesses (« stocks » industriels et agricoles, « flux » pétroliers et gaziers en transit) moyennant quelques corruptions des nouvelles élites, au nom de « la concurrence libre et non faussée », de la « mobilité des travailleurs », de la « récupération ou du rapatriement des capitaux investis, de même qu'aux profits qui en découlent. » Le volet militaire n'est pas oublié : « promouvoir une convergence graduelle en matière de politique étrangère et de défense. » L'article 10 vise à « accroître la participation de l'Ukraine dans les opérations civiles et militaires de gestion de crise, de même que les exercices et manœuvres, y compris dans le cadre de la Politique commune de défense et de sécurité ». Mercure, dieu du commerce, tient la main de Mars, dieu de la guerre. Le même article 10 évoque « le potentiel de coopération militaro-technologique » et « l'amélioration des capacités militaires ». Sachant que l'Ukraine est le 8<sup>ème</sup> exportateur mondial d'armes sur la période 2009-2013<sup>4</sup>, Européens et Américains vont moderniser son industrie d'armement, faisant d'une pierre deux coups (économique et militaire).

---

<sup>2</sup> Op. cité, p.156

<sup>3</sup> Benjamin Barber, *L'empire de la peur*, Paris, Fayard, 2003.

<sup>4</sup> [http://www.sipri.org/googlemaps/2014\\_of\\_at\\_top\\_20\\_exp\\_map.html](http://www.sipri.org/googlemaps/2014_of_at_top_20_exp_map.html)

Serait-ce l'empire euro-américain ?

## 2. De l'empire

Au-delà des polémiques inhérentes aux postures militantes et militaires, il convient de se demander si la notion d'empire a une pertinence afin de savoir si la Russie, les Etats-Unis, l'Europe sont des empires ou peuvent le devenir.

Une littérature abondante existe sur le sujet de l'empire. Qu'en retenir ?

Les empires de l'antiquité (égyptien, perse, mongol, romain...) furent des conquêtes militaires suivies de destructions et d'occupations politiques. La dimension économique (y compris sous la forme sommaire du pillage), jamais absente, n'apparaît pas première.

Les empires modernes (portugais, hollandais, britannique, français, autrichiens, germanique...) des XVI<sup>ème</sup>, XVII<sup>ème</sup>, XVIII<sup>ème</sup> siècle sont des mélanges variés de conquêtes politico-militaires et de prédation économique.

L'impérialisme contemporain, associé au colonialisme ou lui succédant, correspond à une nécessité économique, adossée à des moyens militaires et associé à des visées politiques plus ou moins prégnantes. Mais la dimension politique peut primer (cas des Etats-Unis en Corée ou au Vietnam), précéder la conquête de ressources et de marchés.

Relire les écrits d'Hannah Arendt<sup>5</sup> validant la thèse de Rosa Luxembourg ne manque pas d'intérêt sur le point précis du « sol nourricier » précapitaliste nécessaire à l'accumulation du capital. Eu égard à ces écrits, la double modernité consiste en la multiplication des « besoins » (plus ou moins nécessaires<sup>6</sup>) multipliant la demande et en l'extension planétaire de grandes firmes pour les stimuler et les satisfaire par l'offre appropriée. La « globalisation » économique, voulue par les élites politiques, portée par la technique, est ainsi sectorielle (segmentée en marchés) autant que géographique. Elle épouse les contours de la marchandisation du monde, point sur lequel Karl Marx est indéniablement visionnaire. Ces grandes firmes sont adossées à des Etats dont elles partagent les intérêts en partie seulement (expatriation fiscale d'un côté, collaboration de Google et de Yahoo avec la NSA de l'autre.)

Sami Naïr propose une clarification : « L'empire est un système-monde, l'impérialisme est un comportement politique, économique, militaire, qui peut caractériser une grande comme une petite nation. (...) L'empire est le système marchand désormais mondialement dominant, l'impérialisme loge en son cœur, à travers l'hégémonie structurelle des Etats-Unis.<sup>7</sup> » Le « système marchand » évoqué par Naïr est en réalité, aujourd'hui, le capitalisme de marché<sup>8</sup>, construit sur l'investissement, la vente mais aussi l'accaparement de ressources<sup>9</sup>, naturelles ou non, y compris la ressource humaine.

---

<sup>5</sup> Hannah Arendt, *L'impérialisme*, Paris, Fayard, 1982.

<sup>6</sup> Cf. grille de lecture des besoins selon Michel Beaud, in Michel Beaud, *Capitalisme, système national / mondial hiérarchisé (SNMH) et devenir du monde*, Paris, L'Harmattan – Cahier du GIPRI n°4, 2006, p.68.

<sup>7</sup> Sami Naïr, *L'empire face à la diversité*, Paris, Hachette, 2003, .p.10-11.

<sup>8</sup> Michel Beaud, *Histoire du capitalisme – 1500-2010*, Paris, Seuil, 2010.

<sup>9</sup> David Harvey, *Le nouvel impérialisme*, Paris, Les prairies ordinaires, 2010.

Qualifier ce processus de « globalisation » obscurcit la compréhension en masquant les processus y conduisant mais aussi la hiérarchie et la diversité de ses composantes. C'est précisément pour cette raison que Michel Beaud avance la notion alternative de « système (capitaliste) national – mondial hiérarchisé » ou « SNMH ».

Au début des années 2000, accompagnant la vision néoconservatrice de George W. Bush et de son équipe, des auteurs britanniques comme Niall Fergusson ou Robert Cooper<sup>10</sup> ont franchement vanté, au bénéfice des Etats-Unis, les notions d'empire et d'impérialisme. Pour ces auteurs, Les Etats-Unis protègent le système du chaos. Cooper écrit : « Le refus des Etats-Unis d'accepter la juridiction de la CPI et leur réticence envers les projets d'inspection d'armement illustrent assez bien leur prudence à l'égard des concepts postmodernes. Mais, l'Amérique étant à ce jour la garante du système, il est somme toute préférable qu'il en soit ainsi pour le moment.<sup>11</sup> »

Alain Joxe ne tient pas l'empire pour protecteur contre le chaos mais, au contraire, générateur du désordre. Les firmes transnationales « réellement souveraines rejoignent donc le modèle du chaos privé de Hobbes.<sup>12</sup> » Plus largement : « On peut démontrer que la mutation économique a sa source conjointe dans la métamorphose globale des rapports de force militaires et celle des nouveaux moyens décisionnels financiers, toutes deux issues des innovations techniques et scientifiques.<sup>13</sup> (...) Il existe cependant un manque de pensée théorique de l'articulation globale violence/économie quand les appareils d'entreprise pèsent peut-être désormais autant que les appareils d'Etat dans les décisions d'entrer en guerre.<sup>14</sup> » Ou quand les entreprises commandent les décisions d'Etat. L'administration de George W. Bush fut un exemple spectaculaire d'intrication entre industrie (pétrolière, de guerre) et appareil d'Etat. Sous la présidence Obama, les entreprises ont financé les campagnes électorales à des niveaux record, non sans espoirs ou garanties de contreparties.

Toute puissance, impériale ou nationale, a besoin d'alliés, de vassaux, de « profondeur stratégique » et de glacis. « C'est à travers la notion architecturale de glacis que la profondeur stratégique s'inscrit dans l'espace géographique. Un glacis est un terrain dégagé dont on entoure une place forte, château, forteresse ou ville. Ses fonctions sont, d'une part, de libérer le champ de vision afin de rendre perceptibles les mouvements de l'assaillant et les moyens qu'il met en œuvre, cela à des fins d'anticipation, et d'autre part d'exposer cet agresseur aux tirs des défenseurs (...) Ce qu'on appelle aujourd'hui la stratégie d'influence, dont le *soft power* représente un aspect, est devenue pour les Etats un moyen d'action privilégié, dans un monde où l'emploi de la force armée a vu son coût économique, moral et juridique considérablement augmenté.<sup>15</sup> »

---

<sup>10</sup> « Why we still need empires », *The Observer*, 7 April 2012.

<http://observer.guardian.co.uk/worldview/story/0,11581,680117,00.html>

<sup>11</sup> Robert Cooper, *La fracture des nations – Ordre et chaos au XXIème siècle*, Paris, Denoël, 2003 p.66.

<sup>12</sup> Alain Joxe, *Les guerres de l'empire global*, Paris, La Découverte, 2012, p.67.

<sup>13</sup> Idem, p.66.

<sup>14</sup> Idem, p.67

<sup>15</sup> Thierry Widemann, « Le concept de profondeur dans la pensée stratégique », in *Francophonie et profondeur stratégique*, Etudes de l'IRSEM, 2013 – N°26.

La puissance internationale ne tient pas seulement à la multiplicité des attributs (économique idéologique, militaire) du pouvoir mais à la capacité de les associer, de les renforcer les uns par les autres. La guerre se gagne avec des combattants et des armes, mais aussi avec de l'argent (rentabilisé, soit du capital) et des propagandes diffusées par des médias. Le couplage du marché capitaliste et de l'industrie de l'armement est vanté par Thomas L. Friedman : « La main cachée du marché ne fonctionnera jamais sans un poing caché. McDonald ne peut pas prospérer sans McDonnell Douglas, le constructeur du F-15. Et le poing caché qui assure la sécurité du monde pour permettre aux technologies de la Silicon Valley de prospérer s'appelle l'armée américaine, l'armée de l'air, la marine et le corps des Marines.<sup>16</sup> »

En résumé, nous dirons que *l'empire* est aujourd'hui un état de fait global, à dominante techno-économique, accompagné de moyens politiques prolongés par des capacités militaires, *l'impérialisme* une volonté politique appuyée par des moyens militaires incluant la dimension économique.

### 3. Conclusion :

A l'aune des critères d'empire et d'impérialisme, il s'avère que les Etats-Unis s'Amérique sont encore la première puissance économique, politique et militaire mondiale, territorialement et réticulairement. Ils ont la suprématie monétaire, la prédominance dans les institutions internationales et sont associés aux principales entreprises. Ils assurent le commandement de la première organisation politico-militaire, l'OTAN et interviennent où et quand ils le jugent bon, selon le droit international ou non. Ils ont le soutien des principaux groupes médiatico-financiers (soft power). Ils affichent la volonté de conserver leur leadership, selon des formulations et des moyens propres à chacun de leurs Présidents successifs. L'Europe est à la fois l'allié et, si tout allait mal, le glacis de leur profondeur stratégique.

L'Europe est une puissance économique réelle, une puissance politique faible, une puissance militaire insignifiante, par son poids et ses divisions. Mais plusieurs de ses Etats (Royaume-Uni, France...) relaient la puissance politique et militaire des Etats-Unis, moyennant des divergences (encore ?) secondaires.

Après avoir ensemble étendu l'OTAN, les Etats-Unis et l'Union européenne entendent renforcer leur interdépendance au travers du projet de Partenariat Transatlantique pour le Commerce et l'Investissement (PTCI), dans le même temps où ils tentent d'arrimer l'Ukraine à leur solidarité economico-politico-militaire.

Au-delà, il s'agit de renforcer l'alliance trilatérale Europe-Etats-Unis-Japon (en y associant des rivaux comme la Corée du Sud ou la Turquie) contre la Chine, prétendante à l'hégémonie.

---

<sup>16</sup> "The hidden hand of the market will never work without a hidden fist. McDonald's cannot flourish without McDonnell Douglas, the designer of the F-15. And the hidden fist that keeps the world safe for Silicon Valley's technologies to flourish is called the US Army, Air Force, Navy and Marine Corps. Thomas L. Friedman, *The Lexus and the Olive Tree*, FSG, New York, 1999.

Dans ce contexte, prise en étau entre le bloc américano-européen à l'Ouest et la Chine au Sud-est, la Russie, pays le plus vaste de la planète (ce qui lui confère une profondeur stratégique intrinsèque), puissance nucléaire, grand fournisseur de gaz virtuellement concurrencé par le gaz de schiste étasunien, se perçoit sur la défensive. Elle se sent aussi menacée par le terrorisme djihadiste sur son flanc sud. Elle ne peut que tenter de renforcer aux marges sa « profondeur stratégique » et son « glacis » par la récupération de l'Abkhazie, de l'Ossétie du Sud ou de la Crimée. Il est clair qu'Américains et Européens sont plus puissants que les Russes dans le *soft power*, plus encore dans le *smart power* (combinaison de soft et de hard power).

La Russie peut se conduire en impérialiste local, pas davantage. Ses rivaux européens et américains sont d'ores et déjà des puissances impériales dotées de tous les attributs de l'hégémon<sup>17</sup>. L'avenir dira ce qu'il en est de la Chine, présente en Ukraine.

Russes et Euro-américains veulent tous deux faire de l'Ukraine au mieux un allié, au pire un glacis. Leurs ambitions et leurs moyens, quantitatifs et qualitatifs, diffèrent amplement. Pour ces raisons, la neutralisation commune de l'Ukraine est la seule solution pacifique d'avenir.

\*Dr. Gabriel Galice est Président de l'Institut International de Recherches pour la Paix à Genève (GIPRI)

---

<sup>17</sup> « Cette question de l'*hegemon* ne permet pas d'éclairer tous les enjeux politiques, sociaux, culturels du gigantesque basculement du monde survenu en 1914. Mais, dans toutes les crises majeures que le capitalisme a traversées depuis le XVIe siècle, la question de l'hégémonie s'est toujours posée de manière centrale : chose peu vue et peu dite, car elle porte atteinte à la neutralité supposée de la doctrine libérale. Le « marché », en effet, ne fonctionne que si le politique, en dernier ressort, est assez fort pour en fixer le cadre et en faire respecter les règles », Jean-Pierre Chevènement, *1914-2014, L'Europe sortie de l'histoire ?*, Paris, Fayard, 2013, p.36-37.